Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 MAI 1862.

Prorogation de l'art. 1^{er} de la loi du 12 avril 1835 concernant les péages
sur le chemin de fer de l'État ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. ALLARD.

MESSIEURS,

Les pouvoirs qui ont été conférés au Gouvernement par l'art. 1^{er} de la loi du 12 avril 1835, pour la fixation des tarifs du chemin de fer de l'État, ont été, en dernier lieu, continués pour une année, par la loi du 27 avril 1861.

M. le Ministre des Travaux Publics a présenté, dans la séance du 16 de ce mois, un projet de loi pour autoriser une nouvelle prorogation d'un an.

Ce projet de loi a été adopté par toutes les sections, sans observation.

La section centrale, à l'unanimité, vous en propose également l'adoption.

Le Rapporteur,

ALLARD.

Le Président,

E. VANDENPEEREBOOM.

(1) Projet de loi, n° 128.

(2) La section centrale, présidée par M. E. VANDENPEEREBOOM, était composée de MM. VANBOCKEL, GRANDGAGNAGE, ALLARD, ORBAN, DE MOOR et H. DUMORTIER.